

Emmanuel Lincot*

***LA CHINE ET L'ÉNERGIE :
UN ENJEU STRATÉGIQUE INTERNATIONAL***

Quelques observations préliminaires : en l'espace de 5 ans, la Chine a construit 10 nouveaux aéroports de dimension internationale. Elle a aménagé 20000 km d'autoroutes et elle devra d'ici 2020 créer 30 villes de dix millions d'habitants chacune. En 1978, 18 % de la population chinoise était urbanisée. En 2004 : 40 % de la population chinoise est urbanisée. En 2000 : la Chine représentait 10 % de la consommation du pétrole mondial ; le seuil de 20 % est aujourd'hui dépassé. La croissance chinoise a un coût en matière de consommation d'énergie. Depuis 1995, sa propre production de pétrole - essentiellement située au Xinjiang et au Heilongjiang - ne lui garantit plus son autonomie. Le corollaire de cette évolution se mesure à plusieurs indicateurs : d'une part, la Chine est devenue le deuxième pays le plus pollueur après les Etats-Unis. D'autre part, la pollution de la Chine est responsable de 30 % des pluies acides au Japon et en Asie du Sud Est. Enfin, la Chine diversifie ses approvisionnements dans la recherche de nouveaux partenariats au Moyen Orient, en Asie centrale, en Amérique centrale et en Afrique. Cette réalité est à l'origine de tensions à la fois sur le plan national et international et de nouveaux défis dans le domaine environnemental. Les plus hautes autorités chinoises sont conscientes de la gravité du phénomène.

* Directeur de la Chaire des Etudes Chinoises Contemporaines et sinologue, Vice Doyen de la Faculté des Sciences Sociales et Economiques à l'Institut Catholique de Paris, Emmanuel Lincot est Secrétaire général de la Société de Stratégie.

I - Conséquences au niveau national

L'agitation populaire due à la pollution environnementale prend de plus en plus d'importance. Le plan quinquennal adopté en 2006 a dressé un constat sévère résumé en trois points :

- 1- Cinq des dix villes les plus polluées au monde sont en Chine.
- 2- Six cent soixante villes chinoises connaissent des pénuries en eau.
- 3- Depuis dix ans, la Chine a perdu 8 millions d'hectares cultivables et la désertification des régions du nord-ouest s'accélère. Cette catastrophe naturelle peut provoquer des flux migratoires et notamment un accroissement des antagonismes naissants entre communautés musulmanes et Han relativement à la gestion des ressources en eau.

C'est une situation dramatique qui nécessite un changement radical de paradigme en matière de gouvernance. C'est-à-dire une transparence dans les moyens de gérer les crises par un renforcement du rôle de la société civile dans son rapport à l'environnement écologique et politique. Pour pallier à ces difficultés, le gouvernement central a décidé sous la présidence de Jiang Zemin de constituer une « *Green Belt* » pour juguler le désert de Gobi. La Chine et sa périphérie, comme le Proche-Orient ou l'Asie centrale, devient à son tour, selon une terminologie américaine, une véritable « *water stress zone* ». La question du développement durable et de la responsabilité environnementale, n'est plus un vain mot en Chine. Elle se pose avec d'autant plus d'acuité qu'elle semble clore un cycle de développement initié par le père des réformes, Deng Xiaoping il y a trente ans (cf : les « *Trente glorieuses* » (1978-2008) chères à Benoît Vermander).

II - Conséquences au niveau international :

L'effondrement de l'URSS en 1991 conjugué à une demande croissante en énergie explique que la Chine ait depuis lors largement redéfini le réseau de ses alliances en rapport avec sa périphérie proche ou plus lointaine. Même si Pékin a ratifié le protocole de Kyoto, sa politique étrangère est largement subordonnée à une approche pragmatique en matière de relations internationales. Elle a établi de nouvelles relations. Avec la Fédération de Russie en premier lieu. Riche en ressources pétrolières et gazières, Moscou - hier encore rival

idéologique de Pékin - a signé en 2003 un traité de coopération militaire. Depuis lors, des manoeuvres militaires sino-russes sont organisées chaque année. Cette coopération rencontre néanmoins un certain nombre de limites. Soit en raison des différends qui opposent les deux partenaires quant à l'établissement de pipe-lines à travers l'espace sibérien que convoite par ailleurs le Japon. Soit en raison de la présence croissante d'une diaspora chinoise dans l'Extrême-Orient russe qui suscite à la fois suspicions et craintes sur les intentions chinoises dans cette partie du monde. Notons pour conclure ce volet, les très fortes réticences manifestées par la diplomatie chinoise à l'égard de Moscou au sujet de la Géorgie. En second lieu, la Chine a privilégié son rapprochement avec l'Asie centrale. Anciennes Républiques Soviétiques ayant proclamé leur indépendance en 1991 elles ont, dans leur majorité, rallié l'Organisation de Shanghai à partir de 1995. Enfin, Pékin renforce sa coopération avec l'Iran en développant la présence de SINOPEC au champ pétrolifère de Yadavaran mais aussi avec le Pakistan. En témoigne, sa participation très active à l'élargissement des infrastructures du port en eau profonde de Gwadar à proximité du détroit d'Ormuz par lequel transite 20 % du commerce mondial de pétrole.

Les risques de tensions sont de trois ordres. Avec le Japon d'une part autour de l'espace sibérien par lequel transite un certain nombre de pipe-lines. En raison, dans le même temps, du contentieux insulaire qui oppose Tokyo à la capitale chinoise dans la région des îles Senkaku (Diaoyu en chinois) riches en pétrole off-shore et en nodules ; chacun y revendiquant sa souveraineté. La défaite annoncée des conservateurs aux futures élections nippones ne changera guère cette donne dans la redéfinition éventuelle des relations bilatérales. Avec le Vietnam d'autre part étant donné le contentieux insulaire des Paracels que revendiquent à la fois Taïwan mais encore l'Indonésie et la Malaisie. Avec l'Inde enfin : le renforcement de la flotte chinoise dans le Golfe du Bengale et dans des régions du globe également convoitées par New Dehli (Kazakhstan, Fédération de Russie, Angola) peuvent éveiller de nouvelles rivalités. Au demeurant, la Chine peut encore difficilement se mesurer à des puissances rivales. Soit parce que sa force de projection militaire ne lui en offre guère les moyens. Soit en raison de la faiblesse de son stockage

stratégique en ressources énergétiques, limité à sept jours.

III - Les objectifs de Pékin

Il s'agit avant tout pour Pékin de sécuriser ses intérêts vitaux. Pour se faire, la Chine se doit de « neutraliser » le rival américain (par une politique d'interdépendance financière..., des moyens de pression pour soutenir les pays tiers...) et ses alliés afin d'éviter l'écueil d'un isolement qui pourrait lui être fatal. Dans cette optique, le maintien de son alliance avec Pyongyang est une carte maîtresse. Même si, à l'instar de la communauté internationale, la Chine se prépare à une évolution substantielle du régime nord-coréen. En témoigne, le développement spectaculaire du port chinois de Dandong (province du Liaoning) qui présage à brève échéance d'un changement décisif dans la nature des échanges économiques interrégionaux. La sécurisation des approvisionnements chinois en hydrocarbure se traduit par ailleurs par un renforcement de son dispositif naval et aéronaval dans des opérations de maintien de la paix. A ce titre, la Somalie et le Darfour constituent pour la Chine un théâtre d'opération expérimental. Dans son espace intérieur même, Pékin veille scrupuleusement au maintien de l'ordre et de la souveraineté chinoise dans des régions périphériques (Xinjiang, Tibet) qui n'en sont pas moins riches en pétrole et en matières premières. Dans cette logique globale, la question taïwanaise demeure cruciale. Même si une annexion à court terme de l'île renégate paraît hautement improbable, un rapprochement entre Pékin et Taipei auquel nous assistons depuis plusieurs mois permet au continent de lui éviter le resserrement de son espace stratégique.

D'une manière plus essentielle, Pékin se trouve confrontée à une véritable tyrannie de la géographie quant à la gestion des ressources naturelles situées sur son propre territoire. Un simple rappel: les régions productrices sont situées en périphérie du territoire national. Elles se trouvent à la frontière sibérienne (régions du NE) et au Xinjiang, soit à 2500 et 3900 km des régions les plus consommatrices (zones méridionales du littoral : Fujian, Guangdong et Zhejiang). Par ailleurs, la production nationale de charbon représente 70 % de la consommation d'énergie domestique. Elle pose un double problème relativement à l'acheminement et à la pollution. Des solutions existent pour pallier aux

difficultés qu'elles engendrent. Elles consistent, en un premier temps, à repenser la question des approvisionnements sur le plan inter-régional (le gouverneur de Shanghai a davantage intérêt d'assurer ses approvisionnements en provenance de l'étranger plutôt qu'en provenance du Xinjiang...). Elles supposent une reconfiguration des politiques de partenariat ainsi qu'une plus grande autonomie décisionnelle des régions dans leur rapport au Centre. Dans un deuxième temps, il s'agit de développer de nouvelles capacités énergétiques (hydraulique et nucléaire) et des programmes de Recherche et de Développement (RD).

Dans le domaine de l'énergie hydraulique, la Chine dispose de ressources abondantes. Mais la topographie du pays, l'immensité du territoire, les disparités intérieures, rend complexe l'utilisation optimum de ces ressources. De fait, le géant asiatique se trouve aujourd'hui confronté à l'épineuse question de la gestion technique, politique, économique, sociale, écologique de sa ressource-eau. Le débit fluvial pour l'ensemble du pays s'élève à plus de 2700 milliards de m³, soit 5,8 % du débit fluvial du monde entier. Du fait que la plupart des grands fleuves prennent leurs sources dans le plateau du Qinghai – Tibet et présentent une forte dénivellation, la Chine possède d'abondantes ressources hydrauliques. Avec un potentiel d'énergie hydraulique de 680 millions de kw, la Chine occupe à ce titre la première place dans le monde. Forte de ces potentialités, la Chine s'est dotée d'un système de très grands barrages dont le plus célèbre demeure à ce jour celui des Trois Gorges. Bel exemple de construction pour avoir déclenché nombre de polémiques, en Chine même et à l'étranger, le barrage des trois Gorges est l'œuvre récente d'un projet que Sun Yat-Sen, « Père » de la Révolution chinoise, avait ébauché en personne à partir de 1919.

Les arguments des opposants au barrage abondent :

1- Ecologiques : sédimentation du lac-réservoir, facteur de modification de la faune en aval ; la réduction des sédiments va conduire le fleuve à creuser son lit ; la réduction des crues permettra la colonisation des lacs actuels de déversement des crues du moyen Changjiang (Fleuve Bleu), d'où des problèmes pour les oiseaux (grues de Sibérie) et dauphins blancs. Surtout, à Shanghai, la réduction de

l'apport sédimentaire risque de faire reculer le delta et la faiblesse du débit en hiver risque d'aggraver la remontée des nappes salées plus à l'intérieur du delta.

2- Humaines : déplacement de 1,2 million d'habitants (précédent record de 300 000 habitants en Chine du nord battu).

Les arguments officiels justifiant le barrage sont, par ailleurs, nombreux :

1- Lutte contre les crues du fleuve en aval, qui peuvent dépasser 100 000 m³/s, atteindre + 17 m au-dessus du niveau de la plaine. Il y a là un argument humanitaire de la sécurisation des populations nombreuses (50 à 80 millions d'habitants) de la plaine.

2- Fourniture d'énergie hydroélectrique : l'équivalent de 10 centrales nucléaires, de 50 millions de tonnes de charbon, ce qui fournit un argument d'écologie globale.

3- Essor de la navigation en amont du fleuve : les cargos pourront remonter vers le bassin du Sichuan en passant l'obstacle actuel des gorges. Shanghai reliera ainsi Chongqing sur près de 3000 km de voie fluviale. Désormais, la province du Sichuan est désenclavée. L'« *Hinterland* » chinois est relié au littoral.

4- Développement de la pêche dans le lac-réservoir permettant de contenir les crues meurtrières de l'été 1998.

Un argument fort, non officiel existe également : le transfert d'une partie des eaux du Changjiang vers la plaine de la Chine du nord confrontée à une grave pénurie d'eau.

Dans le domaine de l'énergie nucléaire, la Chine n'est pas en reste. Aussi bien sur le plan militaire (1^{er} essai : 1964 *C'est sur le plateau tibétain que se trouverait une bonne partie de l'arsenal nucléaire chinois. Ce dernier aurait été fabriqué dans le district de Haibei (Tibet) et provoqué d'importants ravages écologiques dans la région, les déchets radioactifs ayant pollué des nappes phréatiques se jetant dans le lac Kokonor. La nucléarisation du Tibet ainsi que la pollution qu'elle engendre est un problème régional majeur. C'est là que naissent les principaux cours d'eau de l'Inde, de la Chine, du Népal, du Pakistan, du*

Bouthan, de la Birmanie, du Bangladesh, de la Thaïlande, du Cambodge et du Vietnam.) que civil (fin des années 70). Il y a dix ans encore, l'atome civil semblait en panne dans le monde entier. Sinon voué à disparaître. La Chine annonce, elle, un réveil en fanfare et a décidé, lors de son dixième plan quinquennal (2001-2005) de porter de 1 à 4% la part du nucléaire dans la fourniture globale d'électricité d'ici à 2020. Une aubaine pour les constructeurs de centrales étrangers et notamment français qui répondront au souhait du gouvernement chinois de modérer sa consommation pétrolière. Aujourd'hui 40 centrales sont en route (l'équivalent du parc français) : la Chine est en passe de devenir le premier producteur nucléaire civil. Cette évolution implique une consommation croissante d'uranium.

Dans le domaine du programme de Recherche et de Développement, les dépenses chinoises sont estimées à plus de 136 milliards de dollars (soit une progression de 20 % par rapport à 2005). Elles sont supérieures à celles des Etats-Unis. Les grandes orientations de ce programme se résument en quatre points :

- 1- sequestrer les gaz à effets de serre (les capturer dans les océans)
- 2- liquéfier le charbon (plus facilement transportable mais manque encore d'efficacité énergétique)
- 3- priorité aux transports en commun (énergie électrique moins nocive)
- 4- harmoniser le développement des régions (et éviter le syndrome de l'éclatement soviétique)

Remarques conclusives

La part d'une « menace » stratégique de la Chine demeure pour l'heure fortement exagérée. Elle est empreinte d'idéologie. Nous savons d'une part qu'un risque de conflit armé sur le court terme engagé par la Chine est réduit à zéro et ce, en raison de la capacité de son stockage énergétique, encore limité à 7 jours. D'autre part, le rapprochement sino-russe demeure superficiel. Il peut être largement contrecarré par une politique constructive à l'égard de Moscou menée par l'Union Européenne. Enfin, la présence américaine affirmée au Moyen Orient et

en Afrique limite la pénétration chinoise dans ces régions. Des risques néanmoins demeurent en suspens. La Chine se dote d'une flotte à capacité de maîtriser les voies de transport maritimes. Cette capacité peut provoquer durant les mois à venir des tensions avec les Etats-Unis et ses alliés (Japon, Inde...). Le danger majeur serait pour Pékin de poursuivre une politique « *business as usual* » qui aurait des conséquences dévastatrices à très court terme. Afin d'éviter une telle perspective, une coopération accrue dans le domaine du développement durable avec l'Union Européenne et la France en particulier doit être une priorité absolue. Cette coopération peut s'étendre à d'autres réalités géographiques : l'Afrique subsaharienne mais aussi la Polynésie française.

Bibliographie :

1. Benoît Vermander, *Chine brune ou Chine verte ? Les dilemmes de l'Etat-parti*, Paris, Sciences Po, 2007)
2. Erica S. Downs, *The Chinese Energy Security Debate*, *The China Quarterly*, mars 2004, p. 21-41
3. Mark Elvin Ts'ui-Jung Liu (dir°), *Sediments of Time. Environment and society in Chinese history*, Cambridge, University Press, 1998
4. Bonie S. Glaser et Evans S., *The changing ecology of foreign policy-making in China: the ascension and demise of the theory of "Peaceful rise"*, *The China Quarterly*, juin 2007, p. 291-310
5. François Lafargue, *Etats-Unis, Inde, Chine: la compétition pour le pétrole africain*, *Monde chinois*, 6, hiver 2005-2006, p. 19 – 31
6. Daniel C. Lynch, *After the Propaganda State. Media, politics and "thought work" in reformed China*, Stanford, Stanford University Press, 1999
7. Philip Stalley et Yang Dongming, *An emerging environmental movement in China ?*, *The China Quarterly*, juin 2006, p. 333-356.